

Face aux violences de ce samedi, la Région Grand Est dénonce des actes intolérables contre nos villes et leurs habitants

La Région Grand Est condamne avec la plus grande fermeté les violences, pillages et dégradations qui ont frappé ce samedi 17 octobre plusieurs centres-villes de notre région.

À Nancy, le pillage d'une enseigne de sport rue Saint-Dizier, en plein cœur commerçant, marque un seuil inacceptable. À Metz, les tensions autour de la place d'Armes, de l'hôtel de ville, de la cathédrale, du centre Pompidou-Metz et du centre commercial Muse ont provoqué des scènes de panique, des feux de poubelles et des dégradations de mobilier urbain. À Strasbourg, des vitrines ont été brisées, du mobilier urbain et des caméras de vidéoprotection ont été dégradés. À Mulhouse, la fermeture de la gare centrale, les affrontements devant le parvis puis dans le secteur de Porte-Jeune et les caillassages de véhicules de police ont directement porté atteinte à la liberté de circulation et à la sécurité des habitants.

Ces faits ne relèvent pas de la contestation démocratique. Ils relèvent de la violence organisée, de l'intimidation et du saccage. La liberté de manifester est un droit fondamental, que la Région Grand Est respecte et défendra toujours. Mais ce droit ne peut être confisqué par des groupes violents qui viennent casser, piller, incendier et prendre en otage les habitants, les commerçants, les usagers des transports, les agents publics et les forces de l'ordre.

La Région apporte son soutien aux maires concernés, aux commerçants touchés, aux habitants, aux agents des collectivités, aux personnels de transport, aux forces de sécurité et aux secours mobilisés aujourd'hui dans des conditions difficiles. Elle demande que les auteurs de ces actes soient identifiés et répondent de leurs actes devant la justice. Chaque vitrine brisée, chaque équipement public détruit, chaque gare fermée, chaque commerce pillé est une atteinte portée à la vie quotidienne et à l'intérêt général.

« Je veux le dire avec force : la violence ne construit rien, elle abîme tout. Elle abîme nos villes, nos lycées, nos commerces, nos services publics et, surtout, elle abîme la confiance dont notre démocratie a besoin. Dans le Grand Est, nous continuerons à écouter, à dialoguer et à agir pour notre jeunesse, mais nous ne laisserons jamais des groupes violents voler la parole de ceux qui veulent être entendus pacifiquement. Casser un lycée, incendier un portail, saccager un centre-ville, ce n'est pas défendre une cause, c'est trahir l'intérêt général », déclare Franck Leroy, président de la Région Grand Est.